



CAPN du 23 janvier 2014

Il y a un mois, nous étions ici-même réunis et nous vous alertions une nouvelle fois sur les fermetures brutales et précipitées de CIO. Celles-ci continuent, d'autres sont prévues... Lyon vient de voir trois CIO fermer à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre. Les DCIO et les équipes ont été contraints de faire leurs cartons, à la hâte, durant les congés de Noël. A Versailles, le mouvement s'amplifie ... On peine à dire combien de CIO vont réellement fermer. Les équipes sont laissées dans l'ignorance, averties au dernier moment, les usagers mis devant le fait accompli... A Orléans-Tours, c'est un département entier qui risque d'être privé de 2 de ses 3 CIO, département rural où les usagers ne disposent plus guère de services publics ...

Les discours sur l'aménagement du territoire sont toujours pleins de bonnes intentions, mais dans le cadre feutré des cabinets, des préfectures comme des Rectorats, on "réorganise", on "fusionne", on "rationalise" sans égard pour les populations concernées ...

Principaux perdants : les usagers, et, comme toujours, ce sont les plus démunis, les plus éloignés des centres décisionnaires qui paient le plus lourd tribut !

Mais les personnels, conseillers d'orientation-psychologues, directeurs de CIO et personnels administratifs sont aussi victimes de ces décisions qui dégradent fortement leurs conditions de travail. D'aucuns prétendent qu'il faut s'adapter au changement ! Mais dans leur quotidien professionnel, les collègues sont habitués à s'adapter à de nouvelles situations. Cette capacité d'adaptation est d'ailleurs une qualité indispensable pour exercer ce métier.

Mais, là, il ne s'agit pas de simples réaménagements. Il s'agit d'une transformation en profondeur des quotidiens de travail, transformation qui ne s'appuie pas sur l'expérience, l'analyse et l'expertise des professionnels pour améliorer un système. Ces décisions, ces projets de démantèlement du réseau des CIO de l'Éducation nationale répondent à des objectifs d'économie budgétaire et mais aussi à un parti pris idéologique. Il s'agit de faire de la place

à d'autres, de préparer l'entrée dans le SPRO, faire de la place afin que d'autres s'y installent ! D'ailleurs, certains présidents de régions (Centre et Bretagne) prétendent que nous ne sommes plus dans l'expérimentation mais dans la préfiguration du SPRO. D'ailleurs, les DCIO Bretons viennent de recevoir l'injonction de préparer des fiches actions pour proposer des démarches innovantes de collaborations et de travail conjoint copsy /acteurs du SPRO.

Un nouveau projet illustrant cette volonté vient de sortir des cartons : le Rectorat de Rouen prévoit de fermer 10 des 17 CIO de cette petite académie. Et comme si cela ne suffisait pas, il envisage de placer l'ensemble des 120 COPSYS en résidence dans 45 établissements, choisis on ne sait comment, par petits groupes de 1, 2 voire 3 copsy. Des lycées seraient le point de départ pour intervenir dans les établissements d'une zone définie, en fonction de critères de distance, ce qui réduirait ainsi, au passage, les frais de déplacement dus aux collègues. Ce serait donc 17 équipes qui exploseraient, 17 collectifs de travail dans lesquels les collègues font des projets en fonction des priorités académiques, montent des actions au bénéfice des élèves dans les collèges, lycées et LP qui seraient perdus.

Les discours du Rectorat de Rouen évoluent en fonction des réactions des personnels, des usagers et des élus locaux relayées par la presse, puisque Madame le Recteur ne reçoit pas ... Renforcer le maillage territorial !! La nouvelle carte des CIO parle d'elle-même !!! Personne n'est dupe ! Plus de 200 personnes présentes devant le Rectorat lors du CTA qui devait entériner ces fermetures !! Des milliers de signatures recueillies en un temps record, de lycéens et d'étudiants, des familles et de leurs associations, d'anonymes comme de décideurs publics et associatifs, partenaires habituels des secteurs de la santé et du social, comme de la vie économique dans les zones rurales, tous sont scandalisés par ce projet qui touche sans exclusive zones urbaines sensibles et zones rurales enclavées.

Dans un 1<sup>er</sup> temps, la nécessité de réduire les coûts a été avancée, mais des élus locaux ont fait remarquer que leur CIO était hébergé gratuitement par la ville, et qu'ils étaient prêts si besoin à assumer d'autres charges, comme les fluides ... Alors on utilise l'argument de la prévention du décrochage, en lien avec le concept québécois de persévérance scolaire. Mais on feint d'ignorer que nombre d'élèves et de familles, qui ne franchissent plus guère la porte des établissements scolaires, trouvent au CIO le lieu où l'on peut les aider à reconstruire un projet et favoriser une reprise de scolarité. Mais pour Madame le Recteur, il y a les missions locales et le CIDJ pour les accueillir !! Considère-t'on déjà que ces jeunes en difficulté ne doivent plus être pris en charge par l'Education nationale ? Les 7 CIO restant ne devraient plus recevoir que des adultes !!! Contribution de l'EN au SPRO ?

Quand aux directeurs de CIO, investis dans l'animation des districts scolaires, en lien avec les établissements, parfois pilotes du réseau foquale, que deviendront-ils? Missions réduites à de la gestion de personnels ? Nul ne le sait ! Ce travail de lien avec les partenaires institutionnels des CIO serait inutile, puisqu'il suffit d'un trait de plume pour le faire disparaître ... Quel mépris pour ces collègues !! Quelle maltraitance pour la profession toute entière !!

Un groupe de travail doit s'ouvrir sur le métier, la formation et les missions des CIO. Nous ne pouvons que craindre que Rouen soit en la matière une académie expérimentale, laboratoire à l'échelle d'une académie, de la casse du réseau des CIO, de la perte de la créativité collective des copsy et DCIO qui cherchent et proposent des solutions pour répondre à la fois aux besoins des usagers et des priorités définies par le Ministère ...

Le SNES avec l'intersyndicale pèsera de tout son poids pour que ce qui fait la richesse de cette profession soit préservé. Les CIO sont notre outil de travail, lieu ressource pour les professionnels et les usagers. Nous ne laisserons pas le réseau disparaître ou être fondu dans des lieux polyvalents, auberge espagnole du plus petit dénominateur commun de l'accueil et de l'accompagnement d'un public non reconnu dans ses besoins particuliers ...